

Assurance-chômage, encore la faute à l'Europe ?

 sauvonsleurope.eu/assurance-chomage-encore-la-faute-a-leurope

30 avril 2021



Le gouvernement relance sa réforme de l'assurance chômage en pleine pandémie, avec comme souci premier de s'attaquer les prestations pour réduire la dette de l'UNEDIC. Soyons clairs, ceci risque d'aboutir à des pertes massives pour la partie la plus précaire de notre population.

La responsabilité en revient à l'Europe, bien entendu. Laissons en paix François Asselineau, pour une fois, et tournons nous vers les économistes atterrés. Henri Sterdyniak ne nous l'envoie pas dire, nous apprenons dès le résumé de son papier que « *le gouvernement maintient une réforme de l'assurance-chômage, conforme aux exigences des instances européennes.* » Puis dans l'introduction : « *Ne pas y renoncer aujourd'hui, c'est lancer un signal fort aux marchés financiers et au patronat comme aux instances européennes.* »

Tout est clair ! Chers amis, nous sommes gouvernés depuis Bruxelles, le gouvernement français prend ses ordres auprès de la Commission. Sommes-nous encore en démocratie ?

On aura pas le mauvais goût de rappeler que les règles budgétaires, obligatoires depuis Maastricht, sont souverainement ignorées par la France. Autant dire que les recommandations non obligatoires de la Commission n'y sont pas lues avec un effroi sacré.

Mais passons. Quelqu'un a-t-il eu la curiosité de lire les recommandations de Bruxelles à la France en matière d'assurance chômage ? Pas ceux qui les dénoncent, apparemment.

Pour la bonne bouche, commençons par les recommandations de cette année. Elles sont fort courtes, rappellent que le pacte de stabilité et de croissance est mis de côté pour la durée de la pandémie et appellent : « *à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter efficacement contre la pandémie, stimuler l'économie et soutenir la reprise qui s'ensuivra; lorsque la situation économique le permettra, à mener des politiques budgétaires visant à parvenir à des positions budgétaires à moyen terme prudentes [...] à atténuer les conséquences de la crise sur le plan social et de l'emploi, notamment en promouvant l'acquisition de compétences et un soutien actif pour tous les demandeurs d'emploi* »

En d'autres termes, l'Europe appelle la France à ne pas réduire les allocations chômage pendant la pandémie ni pendant la reprise, et on verra après pour les déficits. Le projet du gouvernement va donc CONTRE les recommandations européennes, ce dont nous ne

serions pas au courant si nous écoutions nos critiques de l'Europe en pilotage automatique.

Bien sûr ! Mais nous connaissons le fonds de sauce, et le Gouvernement ne fait qu'anticiper les ordres habituels de la Commission coincée dans son ornière néolibérale ! Que nous disent les économistes atterrés? « *Les gouvernements successifs et les économistes néo-libéraux prétendent résoudre la question de l'emploi, et plus précisément de l'emploi dit non qualifié, par la compression des bas salaires et la flexibilité de l'emploi. Pendant longtemps, ils ont asséné l'idée que le système d'assurance chômage, et plus largement l'ensemble des dépenses sociales, doivent encourager les salariés privés d'emploi à accepter des emplois précaires, même moins rémunérés ou à temps partiel.* » Le Gouvernement ne lutte pas contre le travail précaire, bien au contraire.

Prenons donc les recommandations européennes de l'an dernier, et lisons :

« *Le marché du travail français reste fortement segmenté. Près de 85 % des nouvelles embauches se font sous la forme de contrats à durée déterminée (CDD), alors que le taux de conversion des CDD en contrats à durée indéterminée (CDI) est l'un des plus faibles de l'Union. Par ailleurs, la proportion de salariés qui travaillent à temps partiel sans l'avoir choisi est très élevée, puisqu'elle a atteint 42,3 % de l'ensemble du travail à temps partiel en 2018. La réforme prévue du système d'assurance-chômage (Unédic) vise à lutter contre la segmentation du marché du travail en réduisant les incitations à l'embauche en contrats de très courte durée et aux réembauches, et à réduire la dette du système. Des négociations entre les partenaires sociaux concernant le système d'assurance-chômage ont débuté à l'automne 2018. L'objectif était: i) de désendetter le système, ii) de revoir les incitations au retour à l'emploi pour les chômeurs et iii) de trouver un mécanisme incitatif pour réduire la propension à embaucher en contrats de très courte durée.* » L'Europe appelle donc « à favoriser l'intégration de tous les demandeurs d'emploi sur le marché du travail, à garantir l'égalité des chances, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables, notamment les personnes issues de l'immigration, et à remédier aux pénuries et aux inadéquations de compétences. »

La mise en place de mécanismes de lutte contre l'emploi précaire semble important aux yeux de l'Europe, sauf à ce qu'on ne sache pas lire ?

Il s'est créé une espèce de doxa dans laquelle l'Europe serait un carcan qui orienterait et dirigerait nos vies selon un cadre néo-libéral univoque. Cette illusion est particulièrement dangereuse pour la Gauche, car elle empêche de penser sereinement les conditions de l'amélioration sociale. Et de regarder nos responsabilités.

L'expérience Hollande n'a pas échoué sur l'Europe. La France a été le seul pays européen à ne pas réduire sa dépense sociale en réponse à la crise des finances publiques, et ne s'est pas préoccupé de réduire sensiblement son déficit. Elle s'est heurtée à un ras-le-bol fiscal

qui a obéré les moyens d'action de la gauche au pouvoir. Toute tentative de renouveau à gauche qui ne cherche pas les leçons de cette expérience historique est condamnée à vaticiner vainement sur des boucs émissaires.